

Cisjordanie : l'ONU dénonce l'« apartheid » israélien et l'« asphyxie » des droits des Palestiniens

Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) a affirmé, mercredi 7 janvier, que la discrimination et la ségrégation exercées par Israël à l'encontre des Palestiniens en Cisjordanie par Israël s'intensifiaient, s'apparentant à une forme de « *système d'apartheid* ».

Dans ce nouveau rapport, le HCDH affirme que la « *discrimination systématique* » à l'égard des Palestiniens dans l'ensemble des territoires palestiniens occupés s'est « **radicalement aggravée** » ces dernières années. « **On assiste à une asphyxie systématique des droits des Palestiniens en Cisjordanie** », a déclaré Volker Türk, qui est à la tête du haut-commissariat,

dans un communiqué accompagnant la publication du rapport.

M. Türk a estimé que cette situation avait conduit à une « *forme particulièrement grave de discrimination et de ségrégation raciales, ressemblant au type de système d'apartheid que nous avons déjà connu* ».

Qu'il s'agisse d'avoir accès à l'eau, aux écoles ou encore aux hôpitaux, ou qu'il s'agisse de pouvoir aller voir des proches ou d'aller récolter des olives, « *chaque aspect de la vie des Palestiniens en Cisjordanie est contrôlé et restreint par des lois, des politiques et des pratiques discriminatoires d'Israël* », a-t-il déploré.

Nombreuses ONG, dont l'AFPS et des experts indépendants de l'ONU avaient déjà qualifié la situation dans les territoires palestiniens occupés d'« apartheid », mais c'est la première fois qu'un haut-commissaire aux droits de l'homme de l'ONU emploie ce terme

Le rapport souligne que les autorités israéliennes « *soumettent les colons israéliens et les Palestiniens vivant en Cisjordanie à deux régimes distincts de lois et de politiques, entraînant un traitement inégal sur plusieurs questions cruciales* ». « *Les Palestiniens continuent d'être soumis à des confiscations massives de terres et à une privation d'accès aux ressources* », relève-t-il, affirmant que cette situation conduit notamment à « *les déposséder de leurs terres* ».

M. Türk demande à Israël qu'il « *abroge toutes les lois, politiques et pratiques qui perpétuent la discrimination systématique à l'égard des Palestiniens fondée sur la race, la religion ou l'origine ethnique* ». Cette discrimination est aggravée par la violence intensifiée des colons, avec dans de nombreux cas « *l'assentiment, le soutien et la participation des forces de sécurité israéliennes* », selon le HCDH.

Israël occupe la Cisjordanie depuis 1967. Hormis Jérusalem-Est, occupée et annexée par Israël, plus de 500 000 Israéliens y vivent aujourd'hui, dans des colonies considérées comme illégales par l'ONU au regard du droit international, parmi quelque 3 millions de Palestiniens.

« Impunité presque totale »

Depuis le 7 octobre 2023, la violence de certains colons, en particulier ceux installés dans des « avant-postes » illégaux en vertu de la loi israélienne, s'est accrue et leurs attaques contre les communautés locales se multiplient.

Depuis le début de la guerre dans la bande de Gaza, les forces israéliennes et les colons ont tué plus de 1 000 Palestiniens en Cisjordanie, parmi lesquels de nombreux militants mais aussi des dizaines de civils, selon un comptage de l'Agence France-Presse reposant sur les chiffres du ministère palestinien de la santé.

Depuis cette date, le rapport déplore également *le recours à la force illégale, aux détentions arbitraires et à la torture* »,

Il dénonce une aussi une « *détérioration sans précédent de la situation des droits humains* » en Cisjordanie, faisant état du renforcement de la « *répression de la société civile* » et des « *restrictions excessives à la liberté des médias* ». [Le rapport souligne aussi la rapide expansion des colonies](#), considérées comme illégales par le droit international, tandis que les Palestiniens sont tués « *avec une impunité presque totale* ».